

Les enseignants de Genève, si loin des Romands

FORMATION Tous les cantons ont créé des hautes écoles pédagogiques. Tous sauf un, qui n'en démord pas.

Genève campe sur sa splendeur de singularité. Depuis 1933, son université participe à la formation des enseignants de l'école primaire. Cette tradition ne saurait être discutée, même à l'aube d'un XXI^e siècle marqué par les appels à la convergence. Ainsi, comme les autres Confédérés, les citoyens genevois ont, en mai, approuvé à 85% une harmonisation scolaire sur le plan national.

Cette volonté de rassemblement devrait commencer par la formation des maîtres. Il n'en est pas question au bout du Léman. Ce qui laisse songeurs les responsables des autres cantons romands, qui tous ont mis sur pied des hautes écoles pédagogiques pour former leurs maîtres, à l'instar des Alémaniques et des Tessinois.

VOTE DE DÉFIANCE Les autorités genevoises tiennent pourtant l'occasion de rapprocher leur canton des cantons voisins. Car le 24 septembre, leurs concitoyens ont massivement voté pour le retour des notes. Cela a été interprété comme une manifestation de défiance à l'égard de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (Fapse), qui fut à l'origine des incessantes réformes scolaires. Et qui est aussi, depuis la fin des années 90, chargée de la formation des instituteurs.

Le choc du 24 septembre fut tel que des suggestions de démission ont été adressées à Charles Beer. Le ministre socialiste de l'Éducation tente depuis de reprendre la main. A mi-octobre, le nouveau recteur Jacques Weber a été chargé d'imaginer en un mois le futur «Institut universitaire de formation des enseignants primaires et secondaires», qui se substituera à la Fapse.

Doyen de cette faculté stigmatisée, Bernard Schneuwly fait bonne figure. Après tout, l'essentiel est sauf: il n'est toujours pas question de rejoindre la ligne suivie à l'échelle nationale. Car à Genève, l'exemple à suivre vient d'ailleurs. «En Europe, le mouvement général porte les universités à assurer la formation des enseignants. En fait, Genève est en avance sur les autres cantons.»

Cette saillie fait sourire Jacques Thiébaud. La tendance genevoise à privilé-



MARTIAL TREZZINI/KESTONE

CHARLES BEER Le conseiller d'Etat tente de reprendre l'initiative du débat scolaire.

gier la vision académique plutôt que l'approche professionnelle, il connaît... Car, à Genève, il a dirigé pendant plusieurs années la formation professionnelle. Depuis deux mois, il est passé à Lausanne pour reprendre la direction de la HEP vaudoise. «La formation universitaire genevoise est-elle plus avancée que celle des hautes écoles? C'est à voir», lâche le transfuge. En tout cas, la réforme voulue par Charles Beer vise à renforcer la formation pratique des étudiants. «La force des HEP, c'est précisément l'aller-retour entre la théorie et le terrain», insiste Patrice Clivaz, directeur de la Haute Ecole valaisanne.

DYNAMIQUE DE COLLABORATION Ce n'est pas tout. Si jeunes soient-elles, les HEP s'efforcent d'établir entre elles une dynamique de collaboration. Pour l'enseignement spécialisé, pour la formation continue et, par-dessus tout, pour s'adapter aux nouvelles exigences de l'enseignement des langues. Les Genevois l'admettent eux-mêmes: ils participent moins que d'autres à ces réflexions.

Alors Jacques Follonier pousse Genève au débat. Député radical, il fait partie de la commission interparlementaire romande qui vient de mettre sous toit la convention pour l'harmonisation scolaire. «C'est clair: le canton de Genève devra choisir entre sa singularité et la signature de cet accord.» Charles Beer présentera son projet au printemps. Le Grand Conseil tranchera ensuite entre l'esprit européen et la voie romande... | DANIEL AUDÉTAT